



- ✓ Copie de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour,
- ✓ Curriculum vitae,
- ✓ Copie du diplôme de médiateur ou de l'attestation de formation,
- ✓ Justificatifs des formations continues suivies au cours des trois dernières années,
- ✓ Justificatifs des ateliers d'échanges ou d'analyse de pratique et supervision au cours des trois dernières années,
- ✓ Attestation du numéro de Siret

Le présent document doit être acheminé par lettre recommandée avec AR  
**avant le 31 juillet 2026**

- exercice libéral (numéro de SIRET obligatoire) :  
- salarié de la personne morale (numéro de SIRET obligatoire) :

- dirigeant de la personne morale (numéro de SIRET obligatoire) :

**Adhérent des organismes/associations de médiation suivants :**

**RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DONT VOUS ACCEPTEZ QU'ILS FIGURENT SUR LA LISTE DES**  
**MÉDIATEURS MISE EN LIGNE SUR LE SITE DE LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER**

**Rappel du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données :**

*« Article 1 : Le présent règlement établit des règles relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et des règles relatives à la libre circulation de ces données. (...) »*

Nom + Prénom :

Adresse :

Numéro(s) de téléphone :

Adresse mail :

**Site web :**

**Pour la rubrique spéciale pour les services en ligne fournissant des prestations de médiation :**

- 1° La politique de protection des données à caractère personnel et la preuve de ce qu'elle est accessible en ligne aux utilisateurs ;
- 2° La politique de confidentialité appliquée par le service en ligne et le formulaire d'accord des parties autorisant la divulgation des informations recueillies ;
- 3° Le support de présentation des modalités de la réalisation de la médiation en ligne et la preuve de ce qu'il est accessible en ligne aux utilisateurs ;
- 4° Tout document justifiant de la présence de médiateurs personnes physiques travaillant au sein du service en ligne, tel que : contrat de travail et copie du registre du personnel ;
- 5° La politique d'utilisation du ou des traitements algorithmiques ou automatisés de données à caractère personnel, précisant la finalité des traitements utilisés ;
- 6° La preuve du recueil du consentement éclairé de l'utilisateur avant l'utilisation d'un traitement algorithmique ou automatisé de données à caractère personnel ;
- 7° Les coordonnées du responsable de traitement et la preuve de leur accessibilité en ligne.

Date :

Signature :

**INSCRIPTION SUR LA LISTE D'AUTRES COURS D'APPEL**

☐ déjà inscrit sur la liste des cours d'appel suivantes :

☐ dépôt d'un dossier, actuellement à l'étude à la (les) cour(s) d'appel de :

## **RUBRIQUES SOLLICITÉES**

**Les textes prévoient trois rubriques (liste générale, liste médiateur familial, médiations en ligne). Pour chacune d'elle, vous pouvez spécifier votre spécialité.**

○ **Inscription sur la liste générale :**

(Cocher le ou les domaines d'intervention pour lesquels vous sollicitez votre inscription)

☐ **Spécialité civile**

(exemples de spécialités : partage, troubles de voisinage, copropriété, propriété littéraire et artistique ...) :

☐ **Spécialité sociale (droit du travail et de la sécurité sociale)**

(exemples de spécialités : droit du travail, sécurité sociale, santé au travail, RPS/ harcèlement fiscalité ...) :

☐ **Spécialité commerciale**

(ex : de spécialités : droit de la concurrence, droit des sociétés, baux commerciaux, conflits entre associés...)

○ **Inscription sur la liste des médiateurs familiaux :**

(ex de spécialités : divorce, autorité parentale, droits des grands-parents, adoption ...) :

○ **Inscription sur la liste des services en ligne en médiation**

## **JUSTIFICATIFS DE FORMATION GÉNÉRALE**

*Joindre un curriculum vitae précisant l'exercice présent ou passé d'une activité conférant la qualification requise eu égard à la nature du litige conformément à l'article 131-5 du code de procédure civile, à l'arrêté JUSC2103393A du 29 janvier 2021 et au décret n°2017-1457 du 9 octobre 2017*

### **FORMATION INITIALE A LA MÉDIATION**

- Formation initiale et diplôme obtenu (*organisme formateur, contenu, nombre d'heures et modules suivis*)
- **à défaut de diplôme** joindre les justificatifs d'un exercice régulier de médiateur dans les domaines demandés en précisant depuis quand vous exercez cette activité, quelle a été la formation non diplômante que vous avez suivie avant de débiter

## **FORMATIONS CONTINUES ET ATELIERS**

- Modules de formation continue suivis les trois dernières années:
- Ateliers d'échanges ou d'analyse de pratique et supervision les trois dernières années :

*Joindre les justificatifs mentionnant le nom de l'organisme formateur, les modules suivis, le contenu et la durée de la formation, des ateliers ou de la supervision, et ses modalités présentiel ou web*

## **LANGUES ÉTRANGÈRES PARLÉES ET/OU LANGUE DES SIGNES**

### **PRATIQUE DE LA MÉDIATION**

*(joindre un listing détaillé le cas échéant)*

#### **Nombre de médiations conventionnelles réalisées au cours des trois dernières années**

Dans quels domaines ?

☐ civil ☐ social ☐ commercial ☐ familial

#### **Nombre de médiations judiciaires réalisées au cours des trois dernières années**

Dans quels domaines ?

☐ civil ☐ social ☐ commercial ☐ familial

*> Citer le nom des juridictions, des magistrats vous ayant désigné(e) et dans la mesure du possible le nom d'une des parties et/ou le numéro de RG dans la limite de 10 médiations au cours des 3 dernières années (exemple : « M. juge au TJ de Montpellier dossier XXXX N° RG 20xx/xxx)*

**Assurance responsabilité civile souscrite pour l'activité de médiateur :**

- nom de l'assureur :
- numéro de la police :

**Je m'engage à renouveler mon assurance pendant toute la durée de mon inscription sur la liste de la cour d'appel de Montpellier.**

Date :

Signature :

**Engagements liés à l'inscription sur la liste des médiateurs de la cour d'appel :**

- Je m'engage à participer à la politique de l'amiable mise en œuvre par la cour et les juridictions dans le ressort desquelles je candidate à l'inscription ou souhaite exercer (incluant notamment la participation au dispositif des injonctions et des permanences, réalisation de médiations à l'aide juridictionnelle, inscription sur la plateforme expérimentale, participation aux actions du CDAD et aux instances partenariales et, pour les médiateurs confirmés, participation aux actions du ressort en matière de formation, co-médiation et mentorat).
- Je m'engage à satisfaire aux exigences de *reporting* et d'évaluation de l'activité individuelle de médiation définies par la cour d'appel d'inscription et, le cas échéant, au niveau national.
- Je m'engage à ne faire usage **que** de la dénomination de " *médiateur inscrit sur la liste de la cour d'appel de Montpellier*", à l'exclusion de l'usage du titre de " *médiateur judiciaire*" ou présentation trompeuse d'une autre reconnaissance par l'État de la qualité de médiateur.

Date :

Signature :

**Condition pré-requis à l'inscription sur la liste des médiateurs de la cour d'appel :**

Je déclare solliciter mon inscription sur la liste de médiateurs de la cour d'appel de Montpellier et prendre connaissance des dispositions de l'article 2 du décret n° 2017-1457 relatif à la liste des médiateurs auprès de la cour d'appel aux termes desquelles :

*« Une personne physique ne peut être inscrite sur la liste des médiateurs près la cour d'appel que si elle réunit, indépendamment de celles requises par des dispositions propres à certains domaines particuliers et de celles spécialement prévues à l'article 131-5 du code de procédure civile pour l'exécution d'une mesure de médiation, les conditions suivantes :*

*1° Ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation, d'une incapacité ou d'une déchéance mentionnée sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire ;*

2° Ne pas avoir été l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation ;

3° Justifier d'une formation ou d'une expérience attestant l'aptitude à la pratique de la médiation. »

***Je certifie sur l'honneur l'exactitude de l'ensemble des renseignements mentionnés ci-dessus ainsi que de n'avoir pas été l'objet d'une condamnation, d'une incapacité ou d'une déchéance mentionnée sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire, de n'avoir pas été l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation.***

Date :

Signature :

Fait à

le

Signature